



AGENCIA NUEVA NICARAGUA

Zürich/Managua: bulletin hebdomadaire no 224 / 7 novembre 1990

bulletin hebdo



Atlantique nord : l'anarchie

Managua, 26 octobre (ANN). La situation dans la région de l'Atlantique nord est aujourd'hui chaotique. Il y a deux semaines, un groupe d'anciens contras a pillé des entrepôts à Puerto Cabezas, volant de la nourriture et des instruments de travail. Les conditions de vie de la population se sont détériorées et la délinquance a augmenté considérablement. Nous avons demandé à Mirna Cunningham, député sandiniste de Puerto Cabezas, comment on en était arrivé là et où en est l'autonomie.

ANN : Comment expliquer ce qui s'est passé à Puerto Cabezas?

Mirna Cunningham : Les problèmes ont commencé au mois d'avril. Avant, Cuba assurait l'approvisionnement et la nourriture arrivait régulièrement tous les trois mois. A partir d'avril, tous les produits sont devenus plus chers, en partie à cause du transport, car l'état des chemins s'est détérioré. Le programme de coopération avec Cuba n'a pas été renouvelé. L'approvisionnement n'est plus assuré que par les commerçants privés qui parviennent à faire le voyage jusqu'à Puerto Cabezas.

En même temps, plus de 3 500 démobilisés de la contra sont arrivés et on ne

leur a offert ni aide ni programme de réinsertion à la production. Le nombre des réfugiés qui reviennent augmente également : 300 rentrent chaque semaine.

Autre problème : les paysans n'ont presque pas semé à cause du taux d'intérêt des prêts bancaires et ceux qui l'ont fait ont perdu presque 90 % de leur récolte à cause des inondations de juillet.

Par ailleurs, le passage des anciennes structures au nouveau pouvoir autonome (voir note) a créé une espèce de chaos qui aboutit à un vide de pouvoir. Si l'on ajoute à cela le désintérêt du gouvernement central à l'égard des problèmes les plus urgents de la population et le désordre au sein du mouvement Yatama, qui domine le gouvernement autonome, on comprend l'explosion sociale qui a eu lieu. La population est dégoûtée car les espoirs qu'elle a voulu concrétiser en votant pour l'UNO ou Yatama sont déçus. Depuis le mois d'avril, nous avertissons qu'il y a risque d'explosion ; déjà en juin, il y avait eu des tentatives de pillage d'entrepôts. Mais nous n'avons reçu que l'aide d'urgence après les inondations. La situation s'est donc progressivement ag-

gravée jusqu'au saccage des entrepôts du gouvernement et de l'Eglise morave.

On voit circuler des groupes de 30 à 300 personnes, à la recherche de nourriture; les uns ont faim et les autres sont des gens déçus qui cherchent à résoudre leurs problèmes à toute force. On assiste donc à une décomposition sociale. La délinquance a augmenté - drogue, viols, attaques à main armée et même du piratage en mer. La société est en crise.

SOMMAIRE

L'extrême-droite va-t-en-guerre

Concertation : enfin un accord

Quel parti pour demain?

Un maire ennemi de sa ville

La couleur du fascisme

Rien à célébrer

El Salvador : un assassinat

planifié

40 P. 11481



ANN : L'autonomie fonctionne-t-elle?

MC : Les élections du gouvernement autonome ont été le tout premier pas. Mais le jour de l'installation du nouveau gouvernement central, on a annoncé la création d'un ministère du développement de la Côte Atlantique (à la tête duquel se trouve le leader de Yatama Brooklin Rivera, NDT). C'était la première violation de l'autonomie. Les gouvernements autonomes, élus tout aussi démocratiquement que le gouvernement central, deviennent quantité négligeable si l'on crée un ministère au-dessus d'eux. Depuis lors, le gouvernement central a ignoré la loi d'autonomie. Il n'y a pas eu délimitation des pouvoirs. Bien que la loi définisse les attributions du gouvernement autonome, chacune de ces attributions continue à relever d'une instance du gouvernement central. La droite ne s'est jamais prononcée en faveur de l'autonomie. Le programme de l'UNO parle de l'intégration de la Côte. Jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas donné signe de vouloir délimiter les fonctions ni régler la loi d'autonomie. S'il n'y a aucune volonté de la part du gouvernement central, il y aura perpétuellement des conflits.

ANN : La question des ressources naturelles est essentielle...

MC : C'est la base de l'autonomie. Sans maîtrise des ressources naturelles, nous dépendrons toujours du gouvernement central. Les autorités du gouvernement autonome ont demandé à participer à l'attribution des concessions d'exploitation mais le gouvernement central, violant la loi une nouvelle fois, a clairement répondu que cette question était de sa compétence exclusive. En ce moment, c'est l'anarchie. Certaines autorités du gouvernement autonome distribuent des licences dans le dos du gouvernement central. Des gens qui n'ont fait l'objet d'aucune élection font de même : Brooklin Rivera donne des autorisations de pêche, Steadman Fagoth (leader de Yatama et fonctionnaire du gouvernement autonome chargé des ressources naturelles, NDT) a créé des entreprises à Miami avec des somozistes dans le but d'exploiter des ressources régionales. En même temps, INPESCA, l'entreprise nationale de pêche, a distribué des licences à des compagnies grecques et japonaises; le ministère de la présidence a commencé à négocier avec la Rosario Mining Compagny pour l'exploitation des mines et d'autres instances ont accordé des concessions sur le bois. Il n'existe aucune réglementation. Mais certains y trouvent leur compte et n'ont aucun intérêt à une remise en ordre qui mettrait fin au pillage et au vol de nos richesses.

ANN : Que dit Yatama de cette situation?

MC : S. Fagoth a adopté publiquement des positions correctes, mais lui-même accorde des concessions sans en avoir le droit. Quant à B. Rivera, il défend le gouvernement central. C'est le désordre total dans Yatama, qui

est divisé en une quantité de tendances. Aucune de ces factions n'a pris la responsabilité d'organiser le gouvernement autonome.

ANN : Peut-il y avoir un rapprochement entre les sandinistes et Yatama sur la question de l'autonomie?

MC : Je pense que oui. En effet, Yatama admet, même si beaucoup ne le disent pas publiquement, que le FSLN est le seul parti qui reconnaisse les droits des indigènes de la Côte. Le FSLN a d'ailleurs inclus cette question dans la concertation avec le gouvernement. Les gens de Yatama prévoient qu'il va falloir travailler ensemble. Mais il existe des secteurs très radicaux qui ont opté pour la vengeance. Le racisme constitue un autre problème : le projet d'autonomie de Yatama est un projet d'hégémonie miskita, ce qui provoque une énorme méfiance de la part des autres ethnies et crée la division.

ANN : La droite a-t-elle un projet pour la Côte?

MC : Non. La droite est prise au piège. Elle a gagné les élections, mais elle a hérité d'une loi d'autonomie et d'une population qui, en dix ans, a appris à se défendre. Elle est le dos au mur. Elle n'a pas d'autre alternative que d'essayer de concilier ses intérêts avec ceux des gens de la Côte, mais c'est à mon avis impossible. Les intérêts de la bourgeoisie ne seront jamais les nôtres; tout ce que nous avons, ce sont nos richesses et c'est la seule chose qui intéresse la bourgeoisie sur la Côte Atlantique. La lutte va avoir lieu précisément sur la question des ressources naturelles.

ANN : Pensez-vous que l'autonomie va fonctionner un jour?

MC : Oui, mais ça va être très difficile. Il faudrait tout un processus de concertation régionale qui permette d'unifier nos points de vue. Tout cela est complexe et va prendre du temps. Je suis optimiste dans la mesure où je pense que le processus d'autonomie ne va pas faire marche arrière. Mais le danger, c'est que l'on mette des

NOTE :

Le gouvernement autonome est composé d'un Conseil de 45 membres élus lors des élections de février (24 conseillers UNO et Yatama, 21 sandinistes) auxquels s'ajoutent les 3 députés à l'Assemblée nationale (1 Yatama, 1 UNO et 1 FSLN). Ce Conseil a élu en mai un Coordinateur, Leonel Panting, chargé de l'exécutif, qui a nommé des fonctionnaires pour chacun des domaines où le gouvernement régional est autonome (santé, éducation, transports, rapatriés, réforme agraire, pêche et ressources naturelles). La région de l'Atlantique sud (Bluefields) a la même structure.

années à se mettre d'accord et qu'il n'ait plus alors aucune richesse à exploiter.

ANN : Et le FSLN?

MC : Le Front travaille à la réconciliation indispensable pour que nous puissions travailler ensemble, à la défense du projet d'autonomie multi-ethnique et à la défense des intérêts immédiats de la population. Les gens de Yatama respectent le FSLN, car ils sont sentent que sans le Front ils sont cuits face à ce gouvernement. Leur seule sécurité, c'est que le Front existe et continue à se battre. Le danger vient des secteurs radicaux, mais ils ont peur du Front car c'est une grande force dont l'ampleur nationale est dissuasive.

L'EXTREME-DROITE VA-T-EN-GUERRE

Managua, 2 novembre (ANN). La violence a connu cette semaine une escalade avec de nombreux affrontements armés dans plusieurs régions du pays. Une lutte oppose aujourd'hui les deux anciens leaders de la contra, Franklin, qui siège au sein de la Commission agraire nationale et prêche la concertation pour régler le conflit de la terre, et Ruben, qui s'est allié cette semaine avec les secteurs d'extrême-droite représentés par le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) et incite ses hommes aux occupations de terre et à l'affrontement, appuyé en cela par certains élus locaux de la ligne Godoy.

Le 29 octobre, à Yolaina, une localité proche de Nueva Guinea dans le sud du pays, un groupe de contras du Front Sud s'est lancé contre la police et a fait feu. Un des assaillants a été tué. Le Front sud a informé depuis le Costa Rica que ses combattants avaient repris leurs positions dans les montagnes et étaient prêts à repartir en guerre contre le gouvernement accusé d'avoir "rompu le cessez-le-feu à Yolaina". Le 31 octobre, un groupe de 60 contras a tenté de déloger les paysans d'une coopérative dans la région de San Juan de Rio Coco, au nord du pays. L'affrontement a fait trois morts et six blessés. Dans la région du centre, la situation est tendue. Un groupe de contras campe à Bocana de Paiwas et menace les sandinistes pour les obliger à partir. Ceux-ci ont réclamé l'envoi d'une commission gouvernementale afin d'éviter un affrontement sanglant. D'importants contingents de contras stationnent dans la région et ne cachent pas leurs intentions : déloger l'armée de Rio Blanco et prendre Bocana. Le responsable du FSLN de Rio Blanco accuse les organisations internationales de l'ONU et de l'OEA de "protéger les chefs contras au lieu de jouer leur rôle de médiateur". Le 1er novembre, d'autres groupes contras ont installé des barrages sur la route entre Juigalpa et Rama (Veme region) et bloquent la circulation.

La stratégie des groupes de contras sous les ordres de Ruben est partout la même : tenter de déloger la police et l'armée, menacer les sandinistes pour les faire partir et s'emparer de locaux et de coopératives. Il semble aujourd'hui que, dans certains cas, ces affrontements dépassent le cadre de la simple lutte pour la terre et soient l'expression stratégique de l'alliance entre les différents secteurs de l'extrême-droite.

CONCERTATION : ENFIN UN ACCORD

Managua, 30 octobre (ANN). Après plus d'un mois de débats, un accord a finalement été signé par les forces sociales engagées dans le processus de concertation, à l'exception du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP). Le document final reprend des aspects importants défendus par le Front national des travailleurs (FNT), mais le doute persiste quant à l'application des décisions.

Le but de la concertation était de parvenir à la stabilité sociale nécessaire pour attirer les investissements et d'être en meilleure position, face à la communauté internationale, pour obtenir un traitement préférentiel tenant compte de "la situation d'après-guerre" qui rend le cas du Nicaragua exceptionnel. Cet objectif a été atteint, si toutefois le gouvernement applique les résolutions prises.

Le document final est le fruit de concessions, mais incontestablement, le FNT a remporté une victoire en obtenant satisfaction principalement sur les points suivants :

- réduction "réaliste" du déficit fiscal tenant compte des limites imposées par les graves problèmes sociaux, en particulier sans les licenciements et autre "plan de reconversion" prévus par le gouvernement
- financement à la production (grains de base, produits d'exportation, petite, moyenne et grande industrie)
- reconnaissance, pour la politique fiscale, du principe selon lequel "celui qui a plus doit payer plus"
- circulation d'une seule monnaie, le cordoba-or
- droit des travailleurs à devenir propriétaires des entreprises que l'on privatise
- respect de la propriété pour les biens distribués avant le 25 février
- engagement du gouvernement à réduire le chômage par la création d'emplois dans la production
- réglementation de la loi sur le service civil qui protège l'emploi des fonctionnaires
- encouragement à la signature de conventions collectives et respect de celles qui existent déjà
- reconnaissance du droit de grève et engagement à modifier la procédure actuelle
- tarifs préférentiels des services pour les secteurs de faibles revenus
- caractère prioritaire de la santé et de l'éducation, maintien de leur budget

La question du salaire minimum n'a pas été complètement réglée : le texte précise qu'il s'agit d'un salaire correspondant à un "panier de la ménagère" de 53 produits, dont le montant sera fixé ultérieurement.

De son côté, le patronat a obtenu la création de banques privées et la libération du commerce extérieur. Ces points positifs n'ont pas été jugés suffisants par le COSEP qui a refusé de signer, surtout à cause des décisions concernant la restitution des biens confisqués. Tout le monde n'est pas d'accord avec cette attitude qui isole l'organisation et certains parlent même d'une possible cission. Mais on voit se dessiner un rapprochement entre le patronat et le leader de la contra *Ruben*, qui lors d'une conférence de presse du COSEP a lu un communiqué du mouvement politique qu'il vient de fonder l'Association civique Résistance nicaraguayenne, où il demande le maintien du décret 11-90 permettant la restitution des biens confisqués. *Ruben* et le COSEP remettent en cause la Commission agraire nationale, chargée de régler le problème de la terre dans les régions où la pression des anciens contras est forte, et dans laquelle les démobilisés sont représentés par l'autre leader contra *Franklin*.

UN ESPOIR TEINTE DE SCEPTICISME

Pour les dirigeants du FNT, cet accord n'est qu'un début. "Nous avons réussi à freiner les licenciements, les expulsions, à imposer un salaire en cordoba-or. Cet accord ouvre une nouvelle forme de lutte, car la lutte continue", a expliqué Lucío Jiménez, qui a invité les travailleurs à se battre pour l'application des décisions prises. Déjà, dans certains secteurs, les dirigeants syndicaux s'emparent de l'accord pour régler les conflits.

Mais le scepticisme persiste quant à l'attitude du gouvernement, qui jusqu'à présent n'a jamais respecté les accords. L'existence d'une Commission de vérification chargée de veiller à l'application des décisions n'apparaît pas comme une garantie suffisante.

Le remplacement de Francisco Mayorga à la tête de la Banque centrale est peut-être un premier signe du gouvernement. Ce limogeage s'explique par le fait qu'il était favorable à une réduction rapide de l'inflation et du déficit fiscal et au maintien de la parité fictive du cordoba-or avec le dollar. De plus, il a une mauvaise image dans la population qui associe son plan économique à la dégradation du niveau de vie.

Alors qu'un sondage vient de révéler que pour 56 % des nicaraguayens le gouvernement ne tient pas ses engagements, le nouveau pouvoir a maintenant l'occasion de récupérer sa crédibilité - ou de la perdre définitivement.

QUEL PARTI POUR DEMAIN ?

Par Daniel Alegría

Managua, 29 octobre (ANN). Après la défaite électorale, le débat s'est imposé dans les rangs du FSLN. L'assemblée des forces sandinistes tenue à El Crucero en juin a donné lieu à une réflexion de fond sur les causes principales de l'échec, portées en germe par la guerre : verticalisme excessif, service militaire obligatoire et aggravation de la crise économique. La décision a été alors prise de préparer le premier congrès du FSLN au cours duquel son programme et ses structures seront transformés en fonction de la nouvelle situation.

Si le débat a été largement répercuté par les médias à ses débuts, il semble qu'un certain silence se soit installé aujourd'hui, après la décision prise en septembre de reporter le congrès à juillet prochain au lieu de février. Selon Daniel Ortega, coordinateur de la Commission exécutive du FSLN, la priorité était de parvenir à une certaine stabilité sociale et le climat d'incertitude lié aux attaques du gouvernement ne permettait pas de tenir le congrès dans les délais prévus. Le FSLN, comme le Front national des travailleurs, a donc consacré ses efforts à la recherche d'une solution à la crise à travers une concertation avec le gouvernement.

Au sein du FSLN, beaucoup se demandent quel sera le parti de demain. La discussion tourne fondamentalement autour de trois questions:

- faut-il ou non maintenir la Direction nationale?
- le FSLN doit-il défendre ses principes historiques ou bien opter pour plus de pragmatisme?
- quel sera son programme?

Alors que certains militants estimaient qu'un débat public risquait de rendre le sandinisme vulnérable face à un gouvernement désireux de l'abattre, d'autres soutenaient que la transparence était souhaitable pour se renforcer et recueillir l'opinion de la base.

La polémique sur la Direction nationale a été lancée en juillet dans le quotidien du FSLN, *Barricada*, par l'ancien ambassadeur Aldo Díaz. Pour lui, le maintien de la Direction dans sa structure et sa composition actuelle représente une garantie de cohésion : "Un parti ne se divise jamais par sa base, mais celle-ci s'affaiblit si elle est abandonnée par le parti; les divisions viennent toujours des directions". Il considère la Direction nationale non comme un groupe d'individus mais comme une instance dépersonnalisée représentant les intérêts historiques de la Révolution. Dans ce même article, il fait référence à l'émergence d'une "tendance qualitativement importante, associée à Daniel Ortega, et qui privilégie le pragmatisme au détriment des principes". Un autre ancien ambassadeur, Carlos Tunnermann, lui apporte la contradiction. Selon lui, "même dans les pays socialistes, on ne lie plus

si étroitement le sort d'un parti à sa direction". Jugeant "la structure actuelle dépassée", il plaide pour "l'élection démocratique d'une nouvelle direction". Dans ce même courant s'inscrit un autre cadre sandiniste, Saul Lewites qui déclare qu'il faut "accorder une confiance totale à la Commission exécutive et en particulier à son coordinateur" et cesser d'aller chercher des "tendances fantomatiques soi-disant favorables au pragmatisme au détriment des principes révolutionnaires".

Cette polémique a eu le mérite de toucher un thème autrefois tabou, mais en même temps elle a projeté l'image d'une éventuelle division. Celle-ci ne s'est pas produite et un accord a été trouvé sur le maintien de la Direction nationale jusqu'au Congrès. Certains, d'accord avec A. Diaz, ont signalé que la disparition de la direction collégiale nuirait au FSLN car elle symbolise l'unité révolutionnaire et exclut le phénomène du *caudillo* si commun en Amérique latine. Mais ils déplorent cependant que le verticalisme du parti ait empêché l'émergence d'autres leaders.

En même temps que ces discussions se déroulaient l'élection des neuf membres du comité organisateur du Congrès, qui seront également les représentants du FSLN dans les régions et les différents secteurs sociaux. Le principe même d'une telle élection était nouveau : le FSLN ne nommait plus ses représentants mais ceux-ci étaient désignés par la base; ce n'est plus le parti qui serait représenté dans les régions et les secteurs sociaux mais ceux-ci qui seraient représentés au sein du parti. Malgré ses imperfections, ce processus électoral a été le reflet d'un changement important de méthodes. Maintenant, comment sera organisé le premier Congrès? Comment sera discuté le programme du FSLN? Qui participera à la discussion? Cette étape sera le prochain test.

Le débat s'est ensuite porté sur les deux lignes, la "pragmatique" baptisée aussi social-démocrate, et la ligne "fidèle aux principes", dite radicale. Si cette polémique n'occupe pas les médias, elle occupe la rue. Il semble toutefois qu'un consensus existe sur le fait que la situation politique internationale ne permet pas le resurgissement d'un mouvement armé visant à la prise du pouvoir et qu'un coup d'tat n'est ni possible ni souhaitable. Quel rôle le FSLN doit-il jouer dans cette nouvelle étape?

Certains soutiennent que la situation économique exige de se rendre crédibles pour obtenir des prêts et sortir le pays de la ruine. Pour eux, l'échec du socialisme en Europe de l'Est appelle un changement d'attitude, plus de réalisme et de pragmatisme. Il faudrait se "dépolitiser" en faveur de la survie économique, sinon l'avenir est barré. D'autres estiment que le FSLN doit assumer son rôle de parti d'opposition, défendant les principes de la Révolution sans se prêter à un co-gouvernement.

La polémique n'est pas close mais un accord tacite semble se dégager autour d'une voie intermédiaire entre

la défense à outrance des principes idéologiques et celle de la survie économique : une voie qui passerait par la défense des principes politiques contenus dans la Constitution du Nicaragua, élaborée par le gouvernement révolutionnaire.

Aujourd'hui, une concertation, même fragile, a été établie avec le gouvernement. Le débat au sein des forces sandinistes va se poursuivre et l'un de ces buts les plus importants sera sans doute de rétablir la communication entre la direction du FSLN et la base.

UN MAIRE ENNEMI DE SA VILLE

Par Pablo Emilio Barreto et Mauricio Santos

Managua, 1er novembre (ANN). Depuis son élection en février dernier, le maire de Managua Arnoldo Alemán, qui appartient à l'extrême-droite de l'UNO, poursuit une politique de confrontation avec les sandinistes et la population. Les conseillers municipaux du FSLN ne cessent de dénoncer les violations aux lois et exigent désormais la destitution du maire.

A. Alemán, président de l'association des planteurs de café appartenant au Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), est aussi celui du Parti libéral constitutionnel. Fondateur de la jeunesse libérale somoziste de Léon, il n'hésitait pas, durant la dictature, à patrouiller avec la Garde somoziste. Après 79, il a dû se cacher et ses propriétés ont été confisquées.

LA VENGEANCE

Dès le début, il a cherché la confrontation avec les sandinistes. Son premier coup d'éclat visait Daniel Ortega, qu'il a menacé de jeter en prison pour une histoire de mur. On ne compte plus depuis les actions de genre et il a clairement annoncé son intention de faire disparaître, sous différents motifs, les monuments et les symboles de la Révolution, entre autres le mausolée du fondateur du FSLN Carlos Fonseca. La dernière en date de ses violences a consisté à faire effacer une fresque représentant des scènes de la lutte des peuples latino-américains contre la colonisation et l'impérialisme.

Les élus sandinistes estiment qu'A. Alemán a déclaré la guerre à la capitale. Les habitants des quartiers pauvres spontanément construits sur les terrains vagues après les élections vivent dans l'angoisse de l'expulsion, comme ils en sont menacés de façon répétée. Même ceux qui sont légalement propriétaires d'une maison ou d'un terrain ne sont pas à l'abri. Le maire a en effet annoncé qu'il ne reconnaîtrait pas les titres de propriété donnés par le gouvernement sandiniste quand il s'agit de biens ayant appartenu à la mairie.

SOIF DE POUVOIR

A. Alemán veut faire de la mairie une forteresse à partir de laquelle il étendra son pouvoir à tout le pays. Tel un *caudillo* classique, il a licencié 700 employés municipaux pour les remplacer par ses sympathisants. Pour s'assurer de l'obéissance des conseillers de l'UNO, il leur a donné un poste dans l'administration municipale et leur verse un salaire mensuel de 1 500 dollars. Sa propre indemnité mensuelle de 1 750 dollars et le salaire de 70 de ses amis font un total de 58 000 dollars, tandis que les autres 1 250 travailleurs de la mairie ne perçoivent en tout que l'équivalent en cordobas de 125 000 dollars.

Son but est de devenir une figure nationale et d'être candidat à la présidence en 1996. Il manoeuvre en ce moment à l'Assemblée nationale pour convaincre les députés de l'UNO de réformer les lois municipales. Entre autres, la suppression de la disposition accordant au conseil municipal la faculté de destituer le maire lui assurerait le pouvoir jusqu'en 1996. Dans l'intention de constituer un pouvoir parallèle, il voudrait la création d'une association des maires du pays, dont il serait évidemment le président.

Il cherche également l'appui de forces d'extrême-droite étrangères. Pour les encourager à faire des "investissements" dans la capitale, il a invité en mai plus de cent cubains de Miami qui ont annoncé que le Nicaragua serait un "tremplin" pour "libérer Cuba du communisme". Lancement du slogan "hier Daniel, demain Fidel", A. Alemán les a assurés de son soutien dans leurs plans anti-castristes.

LE SCANDALE DU BUDGET

Il a fallu toute la pression des élus sandinistes pour qu'A. Alemán convoque, pratiquement du jour au lendemain, l'assemblée des citoyens devant laquelle il est tenu par la loi de présenter le projet du budget municipal. La séance, à laquelle il est arrivé accompagné de gardes de corps armés, a été tumultueuse et s'est terminée par son brusque départ.

Le projet prévoit une augmentation astronomique du budget, qui passe de 16 à 42 millions de dollars. Rien moins que 31 millions de dollars proviendront de nouveaux impôts, par exemple celui de 5 % sur la facture d'eau et celui de 10 % sur celle du téléphone. Inutile de dire que ce plan a provoqué d'énergiques protestations, en particulier des commerçants. Le projet de budget ne spécifie pas la destination de telles sommes, pas plus que des donations des organisations étatsuniennes CARE et AID et de la ville d'Amsterdam jumelée avec Managua.

Les conseillers de l'UNO viennent d'approuver ce budget dans son ensemble, sans débat, alors que ceux du FSLN demandaient une discussion détaillée. Jugeant que la coupe était pleine, les élus sandinistes ont demandé la destitution d'A. Alemán et ont manifesté qu'ils étaient

prêts à soutenir la candidature d'un autre conseiller de l'UNO, Agustín Jarquín. Mais le FSLN n'a que quatre sièges sur vingt et il lui en faudrait neuf pour obtenir la destitution. Jusqu'à présent, deux élus de l'UNO seulement ont laissé entrevoir qu'il désapprouvaient l'attitude d'A. Alemán. Alors que le mécontentement s'exprime parfois avec force dans la population, les élus sandinistes ont décidé de saisir la Cour suprême pour les violations répétées de la loi.

LA COULEUR DU FASCISME

Par Sergio Ramírez

Managua, 26 oct (ANN/Barricada). La mairie de Managua a donné l'ordre de recouvrir de peinture grise, la couleur du fascisme, une magnifique fresque qui ornait l'avenue Bolívar, dans l'espoir schizophrénique d'effacer toute trace artistique de la Révolution.

Ce vandalisme me remplit de honte et d'indignation et je le dénonce devant les intellectuels et les artistes du monde entier, afin d'alerter sur les dangers qui planent sur l'avenir de ma patrie, soumise à une brutalité terroriste qui cherche à assassiner la démocratie.

Quand on se sert du pouvoir pour brûler des romans et des poèmes, pour transformer en pâte à papier des manuels scolaires et pour effacer des peintures sous le rouleau de l'ignorance, tous ceux qui croient à la créativité de l'être humain et à son droit à l'expression ne peuvent se taire sans se faire complices.

Une loi protège les oeuvres d'art et cet acte dément, en plus d'être un crime contre l'intelligence, est un délit qui doit être puni. Nous appelons les nicaraguayens qui croient en la liberté, quelle que soit leur tendance politique, à protester énergiquement. Nous ne pouvons nous laisser intimider par ce vent de fascisme et accepter en silence la terreur qu'ils veulent nous imposer depuis leur caverne, le somozisme. Il faut les arrêter aujourd'hui même.

RIEN A CELEBRER

Managua, 16 octobre (ANN/Barricada/El Nuevo Diario). "Dieu, créateur des premiers hommes, a donné le pouvoir à l'un d'entre eux, le Pape, et celui-ci a offert les Indes occidentales aux rois d'Espagne. En conséquence, les natifs de ces terres doivent accepter la souveraineté de l'Espagne et professer la religion catholique. S'ils s'y refusent, il faudra les soumettre par la force et les réduire en l'esclavage". C'est ainsi qu'un juriste de la Couronne légitimait au 15ème siècle les massacres d'indiens commis au nom de Dieu et du Roi d'Espagne. Aujourd'hui

hui, les "bons colonisés" du gouvernement nicaraguayen ont renoué avec la tradition, oubliée depuis onze ans, de célébrer la "Découverte". "Journée de la Race ou de l'Hispanité" selon les termes officiels, "Journée de l'ignominie", selon les descendants des communautés indiennes.

LES BONS INDIENS...

Les festivités du 12 octobre étaient organisées par le Ministère de l'Éducation, la mairie de Managua et l'organisation de l'UNO, *Via Cívica*. Un jour de congé avait été accordé pour que tout le monde puisse y assister. Les directeurs de collèges et les enseignants avaient reçu comme consigne d'organiser des activités visant à sensibiliser les élèves aux "valeurs positives" liées à la colonisation et à "exalter la prouesse héroïque des hommes qui se sont lancés dans cette aventure".

"Célébrons le positif et oublions le négatif!", s'est exclamé Sofonía Cisneros, le ministre de l'Éducation, devant un auditoire clairsemé, composé principalement de fonctionnaires gouvernementaux et du personnel de l'Ambassade d'Espagne. Après avoir rappelé que la "première alphabétisation" avait été l'oeuvre des missionnaires espagnols, le ministre a déclaré emphatiquement que l'Amérique avait reçu de l'Espagne "son sang, sa religion, sa langue et sa culture, dons qui ont forgé son identité et qu'il n'y a pas lieu de renier".

...ET LES MAUVAIS.

Lorsque le conquistador espagnol Gil González arriva au Nicaragua en 1523, plusieurs tribus se partageaient le territoire : les Matagalpas ("dix pierres", en langue miskito), les Sumos ("esclaves" en miskito), les Miskitos, les Ramas, les Sutiavas ("petits escargots de rivières") dont les descendants sont regroupés aujourd'hui dans la communauté Subtiava, à Léon, les Chorotegas, formant de nos jours la communauté de Monimbó, à Masaya, les Toltèques ("artisans ou sages" en nahuatl) et les Pipiles qui étaient aztèques.

Quelques uns de leurs descendants se sont exprimés sur la célébration de la "Journée de la Race". "Cette journée signifie exploitation et usurpation, nous n'avons pas à la célébrer. On nous a arrachés nos coutumes et nos droits, on nous a obligés à pratiquer la religion catholique sous menace de nous couper la langue; nos terres nous ont été volées et les femmes étaient obligées de faire des enfants qui naissaient esclaves", déclare une vieille indigène subtiava. "Pour nous, la journée de la Race n'est pas le 12 octobre mais le 17 avril, jour où le chef indien Diriangén a combattu les espagnols", rappelle Enrique Fonseca, un poète de la communauté subtiava. "Comment peut-on appeler 'Rencontre entre deux mondes' le fait d'imposer un pouvoir économique, militaire et culturel? Les espagnols n'ont rien fait d'autre que nous détruire et nous aliéner", estime un dirigeant de Monimbó.

Galio Gurdián, directeur du Centre de recherches de la Côte Atlantique, leur donne raison et juge ainsi la célébration officielle du 12 octobre: "Même pendant le somo-zisme, il y a eu des tentatives de rétablir l'équilibre, en célébrant aussi les chefs indiens rebelles, Diriangén et Nicarao. Un hommage unilatéral et acritique comme celui de cette année est une honte".

RETROUVER LA MEMOIRE VOLEE

Alejandro Serrano, l'actuel Recteur de l'Université autonome (UNAN), est un des philosophes latino-américains qui a étudié l'identité culturelle du continent. Selon lui, le terme de "découverte" est inepte et va à l'encontre de la réalité historique car il suppose un seul monde existant, l'Occident, qui aurait levé le voile sur des terres "recouvertes". "C'est l'indien qui a découvert la civilisation qui lui tombait dessus. L'espagnol, lui, a recouvert une civilisation pour l'enterrer". Il n'y a pas eu mélange de deux cultures, comme le prétend la position hispaniste classique. "Ce qui aurait pu donner lieu à une culture nouvelle ne s'est pas produit et c'est aujourd'hui un des drames de l'identité latino-américaine. Cette superposition d'une culture sur l'autre nous laisse mutilés dans notre intégrité et altérés dans notre identité. Toutes nos valeurs culturelles et esthétiques, ainsi que notre organisation politico-sociale sont celles de l'Occident". Selon A. Serrano, le 5ème centenaire de la Découverte de l'Amérique devrait être l'occasion de réfléchir honnêtement sur l'histoire et de chercher à retrouver le chemin de ce métissage qui n'a jamais eu lieu, "en cherchant comment se pénètrent les différents courants pour que s'en dégage une synthèse" qui ouvre la voie à un enrichissement pour l'Amérique latine.

Pendant que plusieurs gouvernements latino-américains se préparent avec l'Espagne à célébrer en 1992 le "5ème centenaire de la Rencontre entre deux mondes", un vaste mouvement s'organise à l'initiative des communautés indiennes du continent pour commémorer le "5ème centenaire de la Résistance indienne". L'écrivain uruguayen Eduardo Galeano appelle l'Amérique à commencer, envers et contre ses gouvernements soucieux de plaire aux puissances étrangères, à "se découvrir un peu elle-même, car on ne lui a pas seulement volé le cuivre, l'or et l'argent, mais aussi la mémoire".

EL SALVADOR : UN ASSASSINAT PLANIFIE

Managua, 1er novembre (ANN). De nouvelles révélations au sujet de l'assassinat des six jésuites, commis en novembre dernier, accusent catégoriquement l'armée et le gouvernement salvadoriens. Le *New York Times* a publié des déclarations d'Erick Buckland, un officier états-unien spécialiste en opérations psychologiques, qui reconnaît avoir été averti des plans d'assassinat par

l'armée salvadorienne. Selon lui, l'ancien chef de l'Etat-major aujourd'hui ministre de la Défense René Ponce, avait été mis au courant dix jours à l'avance et avait demandé au colonel Carlos Aviles d'essayer d'éviter le massacre. Bien qu'il se soit ensuite rétracté, le témoignage d'E. Buckland prouve que ces crimes sont bien le résultat d'une conspiration au sein des Forces armées.

Alors que la position du gouvernement salvadorien se voit affaiblie par la réduction de l'aide militaire votée par le Congrès et finalement approuvée par Bush, le représentant de l'ONU Alvaro de Soto a proposé de reporter les négociations entre Crisitiani et le FMLN, prévues pour le 4 novembre. Pendant ce temps, le thème de la démilitarisation du Salvador, impensable il y a quelques mois, reçoit l'appui de secteurs de plus en plus nombreux, aux Etats-Unis comme au Salvador : une partie de l'oligarchie s'inquiète en effet de la place que gagnent les militaires dans l'appareil économique et de la concurrence déloyale qu'ils font en pratiquant l'importation de contrebande.

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
 Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,
 CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.
 Coordinateur: Martin Muheim.
 Téléphone: (41) 01/382'04'66. Téléc: (45) 817'585'158 com ch.
 Mailbox: GeoMail.NET@ANN.EUROPA

Au Nicaragua: ANN-Latino, Apartado 33, Zona 5, Managua.
 Rédaction et traduction: Michèle Faure, Frédérique Perrin.

Prix annuel pour particuliers: FF 518 / CHF 142; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'286 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

JA/PP

8034 Zurich

abonnement - poste
imprimé à taxe réduite

EN BREF

TERRORISME. Une inquiétante vague de terrorisme frappe depuis quelques mois le Nicaragua, avec une aggravation ces derniers jours : quatre jeunes tués et douze blessés par une bombe lancée par un inconnu au cours d'une fête le 24 octobre; le 25, pendant qu'un jeune était balayé par une rafale de mitraillette au volant de sa voiture sur la route de Masaya, des inconnus lançaient une grenade dans la maison d'un militant sandiniste à Ciudad Sandino; le 27, un prêtre était blessé par balles dans sa voiture en plein Managua. Cette série d'attentats fait suite au plasticage de deux radios (une troisième, Radio Université, est menacée) et de la maison du délégué du ministère de l'Intérieur à Matagalpa. Qui a intérêt à semer la terreur?

TOLE FROISSEE CONTRE CONCERTATION. A quelques jours des accords entre le gouvernement et les syndicats, le Procureur de la République Baltodano jette de l'huile sur le feu en demandant que le dirigeant de la Centrale sandiniste des travailleurs soit poursuivi pour les incidents survenus le 20 septembre lors d'une manifestation des travailleurs au cours de laquelle quelques véhicules avaient été endommagés.

PILLAGE. Les écologistes nicaraguayens dénoncent l'extraction illégale et la vente de bois précieux auxquelles se livrent en toute impunité des contrebandiers nicaraguayens et étrangers dans la région sud du Río San Juan.

MOUVEMENT COMMUNAL. Le père Miguel d'Escoto prendra la relève du Commandant Omar Cabezas à la tête du mouvement communal. O. Cabezas, originaire de Léon, y remplacera Carlos Núñez au poste de coordinateur du FSLN. M. D'Escoto a une longue expérience des mouvements communaux auxquels il a participé au Chili et en Afrique.

DISPARUS. 90 000 disparus sur le continent latino-américain : c'est le chiffre annoncé par la Fédération latino-américaine des familles de disparus qui tient son congrès cette semaine à Managua. La présidente de la Commission nicaraguayenne des droits de l'homme, Vilma Núñez, a rappelé le sort des familles des milliers de nicaraguayens séquestrés par la contra, dont celle-ci n'a jamais reconnu l'existence et pour lesquels le gouvernement n'a rien fait.
